

N° 25/CA du répertoire

N° 2006-13/CA₂ du Greffe

Arrêt du 17 avril 2014

INSTANCE : Collectif des agents
diplomatiques admis à la retraite

REPUBLIQUE DU BENIN

AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

COUR SUPREME

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

C/

Ministre des Affaires Etrangères (M.A.E.)

La Cour,

Vu la requête introductive d'instance en date à Bruxelles du 08 décembre 2005, ensemble avec la correspondance en date à Bruxelles du 31 janvier 2006, par lesquelles le Collectif des agents admis à la retraite des postes diplomatiques : ROKO Edouard, 84, av Winston Churchill, 1180 UCCLE ; SOUNOU Richard, 5, Av. de l'Observatoire, 1180 Bruxelles ; et DONHOSSOU Cyprien, 60, rue Rothschild, 1202 Genève, (Suisse) a introduit devant la Cour un recours juridictionnel contre l'administration du Ministère des Affaires Etrangères pour abus d'autorité et non paiement de huit (08) mois de salaires acquis lors d'une mission diplomatique à l'étranger, (période de novembre 2005 à juin 2006) ;

Vu l'ordonnance n°21/PR du 26 avril 1966 portant Composition, Organisation, Fonctionnement et Attribution de la Cour, remise en vigueur par la loi n°90-012 du 1^{er} juin 1990, applicable au moment des faits ;

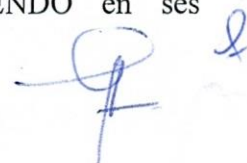
Vu la loi n° 2004-07 du 23 octobre 2007 portant Composition, Organisation, Fonctionnement et Attributions de la Cour suprême ;

Vu la loi n° 2004-20 du 17 août 2007 portant règles de procédures applicables devant les formations juridictionnelles de la Cour suprême ;

Vu les pièces du dossier ;

Oùï le Président Grégoire ALAYE en son rapport ;

Oùï l'Avocat Général Raoul Hector OUENDO en ses conclusions ;



Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Considérant que par lettres n°s 776 et 777/GCS du 06 mars 2006, le requérant a été invité à consigner et à apposer sur les feuilles de sa requête, les timbres fiscaux prévus par la loi ;

Que suite à cette invitation, est intervenue la consignation en date du 07 avril 2006 mais que celle aux fins d'apposition de timbres fiscaux est restée sans suite ;

Que par correspondances n°s 2388 et 171/GCS respectivement des 16 juin 2006 et 17 mars 2010, le requérant a été invité à faire parvenir au greffe de la Cour son mémoire ampliatif ;

Que ladite invitation est restée sans effet ;

Que par lettres n°s 1789 et 1790/GCS du 13 octobre 2011, son conseil maître Lionel AGBO a été invité à faire parvenir au greffe de la Cour le mémoire ampliatif du requérant, puis a été mis en demeure d'accomplir les formalités de timbrage conformément aux dispositions de l'article 682 du Code général des impôts ;

Que ces deux dernières correspondances ont été reçues à son cabinet le 25 octobre 2011 à 10 h 40 ;

Considérant que le requérant n'ayant pas accompli ces formalités préliminaires de timbrage malgré la mise en demeure, il y a lieu de déclarer son recours irrecevable.

PAR CES MOTIFS.

DECIDE :

ARTICLE 1er : Le recours du collectif des agents admis à la retraite des postes diplomatiques en dates des 08 décembre 2005 et 31 janvier 2006 est irrecevable.

Article 2 : Les frais sont à la charge du requérant.

Article 3 : Le présent arrêt sera notifié aux parties et au Procureur général près la Cour suprême.

Ainsi fait et délibéré par la Cour suprême (Chambre Administrative) composée de :

Grégoire ALAYE, Président de la Chambre Administrative,

PRESIDENT ;

Bernadette HOUNDEKANDJI-CODJOVI
ET

Victor D. ADOSSOU

} CONSEILLERS ;

Et prononcé à l'audience publique du jeudi dix-sept avril deux mille quatorze, la Chambre étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :

Raoul Hector OUENDO, Avocat Général,

MINISTERE PUBLIC ;

Hortense LOGOSSOU-MAHMA,

Greffier ;

Et ont signé

Le Président-rapporteur,

Le Greffier,



Grégoire ALAYE



Hortense LOGOSSOU-MAHMA

